Société Française d'Economie Rurale 19 avenue du Maine - Tél : 01 45 49 88 40
75732 PARIS cedex 15 - Fax : 01 45 49 88 40 E-mail : sfer@engref.fr

Les institutions du développement durable des agricultures du Sud

Journées de Montpellier : 7-8-9 novembre 2005

L'implication des producteurs au cœur des enjeux de l'évolution des formes de vulgarisation à Cuba.

Jacques MARZIN [1], Teodoro LÓPEZ BETANCOURT [2],

[1] CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement, 72, rue Jean François Breton BP 5035 34398 Montpellier Cedex). Département TERA. Unité de recherche « Action collective, marchés et rénovation des politiques publiques »

[2] MINAG (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Plaza de la Revolución. Ciudad de La Habana, Cuba). Dirección de Ciencia y Técnica. Sistema de Extensión Agraria

RESUMÉ

Cuba a connu de profondes évolutions de son modèle de développement agricole au cours des 15 dernières années. Le modèle agricole cubain, mis en place au lendemain de la révolution de 1959, connaît depuis une quinzaine d'années des évolutions significatives liées à la fin des accords privilégiés qui existaient entre Cuba, l'URSS et les pays socialistes d'Europe de l'Est. De nouvelles formes de production (coopérative ou individuelles) ont été créées, un modèle d'agriculture plus autonome et respectueux de l'environnement est progressivement mis en place. La spécialisation des unités de production est petit à petit limitée. Et une nouvelle production « urbaine » concurrence la traditionnelle production rurale. Cette « inventivité » institutionnelle est certes liées aux contraintes externes et à la reconversion profonde de l'économie cubaine.

Ces évolutions, (qui concernent notamment l'organisation et l'intensification de la production, le système des prix, les conditions de mise en marché des produits etc.), ont amené de nombreuses et profondes réformes institutionnelles :

- concernant les quatre formes historiques de production agricoles de la révolution cubaine qui se sont multipliées : formes coopératives (Unité de Base de Production Coopérative (UBPC)) ou individuelles (usufruitiers qui peuvent, à leur tour, se regrouper);
- concernant le modèle de production, avec un basculement d'un passé intensif, mécanisé, spécialisé de production agricole vers un modèle plus autonome (favorisant la diversification des productions au sein de chaque unité, la limitation des importations), écologique (par la substitution progressive des pesticides par la lutte biologique) et économique (par la valorisation de la valeur ajoutée des produits, notamment au sein du secteur touristique) ;
- concernant les formes de commercialisation qui se sont dans un premier temps multipliées, même si les dernières réformes monétaires (la fin de la circulation du dollar dans les transactions commerciales) vont de nouveau simplifier le panorama :

contractualisation pour la « canasta básica », mais aussi pour le secteur touristique, les marchés paysans, les marchés « topados » ;

L'article vise à analyser l'évolution historique des formes de vulgarisation cubaines, puis leur structuration institutionnelle dans leur diversité, à partir des critères suivants :

- leur formalisation institutionnelle (Ministère de l'agriculture, ONG ou syndicats agricoles) ;
- l'implication des producteurs dans leur gestion, programmation, évaluation ;
- leur spécialisation (par produit, territoire …)
- les fonctions qu'elles assurent.

Il conclut sur l'extraordinaire capacité d'innovation institutionnelle de la société cubaine, qui permet, dans un processus d'essai et d'erreurs, de sélectionner les innovations les plus adaptées à la dynamique de développement spécifiquement cubaine. Deux éléments sont particulièrement notables :

- la réussite des réformes les plus systémiques (à savoir celles qui permettent la synergie entre des outils de politiques publiques incitatifs, et les souhaits et intérêts de producteurs individuels ou collectifs) ;
- l'enjeu central des modalités d'implication des producteurs aux dynamiques en cours.

INTRODUCTION :

La fin du bloc soviétique au début des années 1980 a obligé Cuba à réorganiser profondément son agriculture, tant en ce qui concerne son modèle de production que son environnement institutionnel (la recherche, la vulgarisation, l'organisation de la commercialisation, de son financement …). Nous traiterons dans cet article de l'évolution des formes de vulgarisation qui démontre l'exceptionnelle capacité d'adaptation et d'innovation institutionnelle dont fait preuve la société cubaine pour répondre à ses nouveaux défis. Dans un premier temps, nous resituerons l'évolution des formes de la vulgarisation dans leur contexte institutionnel et historique, marqué par de profonds changements. Nous nous attacherons avec plus de détail à la période récente de la vulgarisation dans la « période spéciale en temps de paix ». Dans un second temps, nous analyserons, sur la base d'une typologie établie dans d'autres travaux, les différentes formes de vulgarisation présentes à Cuba, et leurs possibles articulations au sein du Système national de Vulgarisation Agricole (SEA). Enfin, nous analyserons les principaux défis que doit relever le système de vulgarisation cubain pour assurer qualitativement et quantitativement l'alimentation des cubains, le développement rural, et développer de possibles capacités exportatrices vers la région caraïbe ou les pays développés.

1. Le contexte cubain

a. Les 4 principales étapes historiques des modes de production agricoles à Cuba

L'espace rural a toujours été très lacunaire à Cuba, notamment à cause de la relative marginalité de l'occupation du territoire par l'agriculture paysanne (Graphique N°1). Cette caractéristique est largement liée aux modes historiques de production agricole à Cuba:

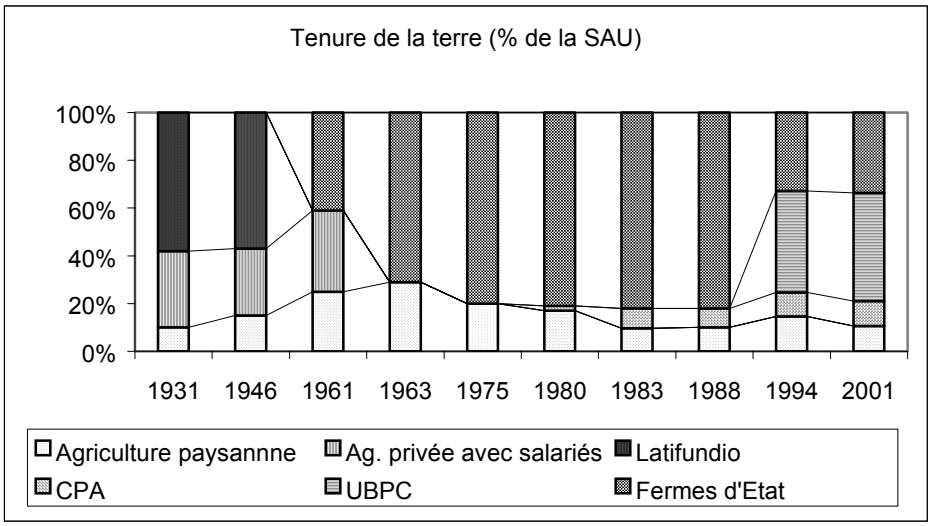
- Contrairement aux agricultures aztèques ou incas, qui avaient intensifié leur production autour de leurs grandes cités par le développement de cultures intensives (pour l'époque : maraîchage et maïs au Mexique, pomme de terre dans la cordillère des Andes), l'agriculture indienne cubaine de l'époque pré-coloniale relevait d'une agriculture itinérante sur brûlis, accompagnant le déplacement des populations autochtones, alors très peu nombreuses. Sa seule originalité productive, le tabac, ne jouait un rôle important que dans les manifestations sociales ou religieuses.

- Puis, le développement pendant la période coloniale d'une aristocratie agraire absentéiste, pérennisant pendant 4 siècles le modèle latifundiaire, a renforcé cette tendance d'une agriculture à faible densité humaine, intrinsèquement liée au développement urbain. L'agriculture paysanne s'est concentrée dans des filières particulières à haute intensité de main d'œuvre (tabac), dans des zones marginales en termes de possibilités d'intensification (zones de montagne) ou dans les périphéries urbaines (notamment de La Havane). Le monde rural est donc durablement resté celui des grands espaces parsemés d'îlots de peuplement, dont ceux des esclaves, de la pauvreté de la petite agriculture familiale, souvent liée au latifundio par des contrats de métayage léonins, et de l'absence d'investissement sociaux et productifs de la puissance publique.

- La crise sucrière des années 30, le développement des investissements américains, allant de pair avec l'apparition d'une bourgeoisie agraire créole, largement aussi absentéiste que le latifundio, allaient tout au cours de la première moitié du XX° siècle conduire au remplacement de l'oligarchie aristocratique agraire par l'agro-business marqué par les capitaux américains. La plupart des investissements industriels existant aujourd'hui encore dans l'industrie sucrière date de cette époque,

ainsi que le développement de filières agrumes et maraîchage, liées au développement des transports (maritimes pour la première, aérien pour la seconde).

- Au lendemain de la révolution de 1959, la plupart des salariés d'entreprises privées deviennent des salariés de l'Etat au cours des trois premières années. Ce changement de statut des ouvriers agricoles d'une part, la politique de fourniture de services sociaux (éducation, santé) par la « villagisation » des petits paysans d'autre part explique une étonnante permanence de la structure agraire initiale, caractérisée par la marginalité globale de l'agriculture paysanne au cours de l'histoire.



Source : calculs Marzin (à paraître en 2006) sur la base de données issues de Carlos Rafael Rodriguez (1965), Deere (1995), Douzant Rozenfield (1996), Valdes Paz (1997).

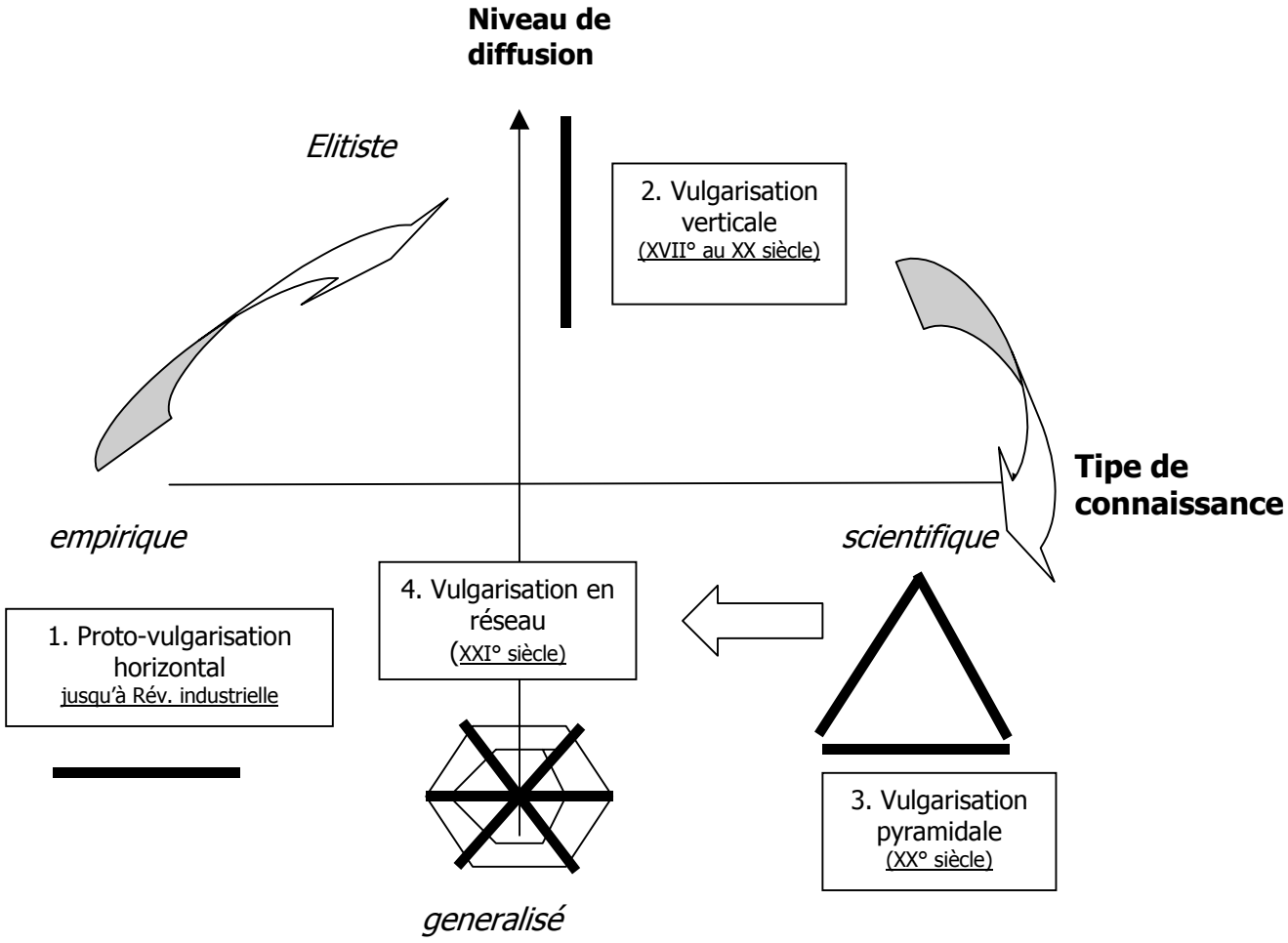
Cette faiblesse de l'agriculture paysanne explique que, jusqu'à la création du SEA en 2000, Cuba n'ait jamais eu de système public unifié de vulgarisation. L'époque coloniale, marquée par le latifundio et un esclavagisme tardif, n'avait aucune perspective de formation du monde paysan considéré comme marginal et marqué par l'esclavage. Durant la période d'influence américaine, l'appui technique était assuré par les firmes commerciales, voire par les conditionnalités imposées par la banque de développement aux agriculteurs. Il concernait plus particulièrement la bourgeoisie agraire. L'installation de la Révolution en 1959, et la collectivisation de la majorité de la production agricole, dans un contexte de planification centralisé a facilité l'implication directe des chercheurs dans la production agricole par le biais des unités de transfert de technologies au sein des centres de recherche, sans qu'apparaisse la nécessité de créer un appareil de vulgarisation autonome. Seule, la « période spéciale en temps de paix », à cause du nécessaire bouleversement de son modèle agricole, de la décentralisation de la production agricole, du transfert de la gestion centralisée de fermes d'État à des collectifs d'anciens salariés devenus coopérateurs, de la multiplication des formes de commercialisation a débouché sur la nécessité de formaliser l'émergence d'un système public de vulgarisation.

b. L'évolution des modèles de vulgarisation

A Cuba comme ailleurs, les formes historiques de la vulgarisation ont évolué. Inspiré d'une typologie réalisée antérieurement (Marzin, 2003) on proposera une représentation synthétique de l'évolution historique de la vulgarisation à Cuba (Graphique n°2), sur la base de deux critères : le type de connaissance privilégié (empirique ou scientifique), et le degré de diffusion de ces connaissances (limité ou généralisé).

Depuis le Néolithique jusqu'à la Révolution industrielle, la transmission des connaissances s'opérait de père en fils, entre voisins ou proches, par l'observation répétée des phénomènes, s'inscrivant dans des dynamiques longues d'apprentissage. Pour cette raison, cette forme de transmission de connaissance non formalisée est appelée **proto-vulgarisation**. Cuba a connu cette forme jusqu'au début du XX° siècle. Plus récemment, et sous des formes renouvelés, le système "De paysan à paysan" de l'Association Nationale des Petits Producteurs (ANAP) s'est inspiré de cette tradition pour lancer le MACAC (Movimiento Agroecológico de Campesino a Campesino).

Grafico n°2 : Typologie historique de la vulgarisation à Cuba



A partir de la naissance de la méthode expérimentale, et de la science moderne, basée sur la capacité à produire des connaissances abstraites représentées et mises en cohérence par des lois dites "naturelles", émerge dans le champ agricole une concurrence entre les deux types de connaissance (lire Olivier de Serres). Dans un premier temps, quelques individus, généralement issus de bonnes familles, et ayant joui d'une éducation soignée, tentent d'introduire dans leurs terres, auprès de leurs métayers ou fermiers, les techniques issues des dernières recherches scientifiques. Généralement, la diffusion ne dépasse pas quelques individus, et rencpntre l'hostilité de la majeure partie des paysans qui refusent de telles nouveautés contraire aux pratiques traditionnelles. On parle alors de **vulgarisation élitiste**

et verticale. Cette forme non plus ne s'est jamais institutionnalisée, bien que l'on puisse trouver dans certaines sociétés savantes dédiées à l'agriculture les prémisses des chambres consulaires. Ce modèle de vulgarisation a émergé à Cuba au XVIII° siècle, et a fonctionné jusqu'au début du XX° siècle.

La révolution industrielle a permis le développement de nombreuses innovations (mécanisation, fertilisation chimique, pesticides). Puisque leur adoption dans le monde rural ne se faisant pas "naturellement" par les processus d'apprentissage traditionnels, la vulgarisation se formalise et s'organise. Mais le bruit de fond positiviste de l'époque, avec sa croyance dans le progrès, établit une dichotomie entre ces connaissances nouvelles et les connaissances empiriques accumulées depuis des siècles, et désormais largement méprisées. Ainsi naît, au travers des universités, du Ministère de l'Agriculture et parfois des syndicats une vulgarisation de masse, que l'on peut qualifier de **pyramidale, descendante**, basée sur l'offre technologique.
A Cuba, elle naît d'abord dans la pensée de José Martí, qui considère la formation des paysans comme un gage de lutte contre la pauvreté rurale. De là émerge le rêve où un médecin, un professeur et un agronome itinérants apporteraient leurs soins et leurs conseils dans le monde rural. Elle s'installe tout au long du XX° siècle, avec les conseils techniques fournis par l'industrie des intrants agricoles, voire les conditionnalités de la banque de développement agricole. Puis, au lendemain de la Révolution, la conjonction de la planification centralisée et de la création des départements de transfert de technologie au sein de chaque centre de recherche agronomique a facilité une implication directe des chercheurs dans le processus de production. On atteint alors l'apogée de la vision diffusioniste et pyramidale de la vulgarisation.

Les succès de la Révolution Verte, lorsque les conditions de l'environnement économique et technique étaient favorables, ont cependant laissé apparaître de nombreuses externalités négatives, notamment en ce qui concerne l'environnement. D'autre part, l'évolution de la pensée agronomique, avec notamment l'émergence du concept des « pratiques » (Brossier et Deffontaines, 199X), a permis une progressive réhabilitation des connaissances empiriques liés aux modalités de mise en oeuvre des « techniques », et à leur nécessaire articulation. En Amérique du Sud, les travaux « développementalistes » de Paulo Freire (1969) ont permis de remettre le producteur, comme individu, travailleur et citoyen au centre du processus de vulgarisation. La coexistence de savoirs différents, la reconnaissance de la nécessaire implication du producteur dans les dynamiques de développement, a conduit à l'émergence d'un modèle de vulgarisation en réseau. Il part du principes que l'information doit circuler par des canaux variés, et que les différents protagonistes du processus (producteurs, chercheurs, vulgarisateurs, professeurs, fonctionnaires …) doivent avoir une action concertée. Ce modèle nourrit la vision du nouveau système de vulgarisation cubain créé en 2000. S'appuyant sur la richesse des différentes formes de vulgarisation existantes, il a pour mission de les faire avancer en synergie.

Ce rapide tableau historique des formes de la vulgarisation à Cuba nécessite cependant quelques précisions sur les enjeux de la période récente. C'est l'objet de cette troisième section.

c. Les caractéristiques de la période récente

Il est clair que l'effondrement du bloc soviétique a marqué la fin de l'équilibre économico-social antérieur de Cuba. La fin des échanges favorables à Cuba (exportation de sucre, importation de pétrole) au sein du COMECON ne permet ni de maintenir le modèle agricole de production, ni le même niveau de services publics assurant la cohésion de la nation cubaine. Devant un effondrement des échanges extérieurs de 80 % et un recul du PIB de 38 %, des mesures pragmatiques et drastiques sont prises. Dans le secteur agricole, faute de pouvoir assurer la charge de la coordination de la planification économique, les autorités cubaines font le choix de la décentralisation.

Trois réformes importantes mises en place après 1993, amènent certains auteurs (Valdés Paz, 1997), à parler de troisième réforme agraire. Trois caractéristiques méritent des explications : la réforme liant l'homme à la terre (vincular el hombre a la tierra), la réforme liant l'homme à la production (vincular el hombre a la producción) et la réforme légalisant la possession de dollar sur le territoire cubain.

i. Le nécessaire changement de modèle agricole : de l'intensification spécialisée, mécanisée et centralisée à l'émergence d'une agriculture verte

Les fermes d'État cubaines se sont développées sur un modèle agricole hautement consommateur d'intrants. Vue la faible proportion de travailleurs dans l'agriculture, cette agriculture était aussi largement mécanisée (on estime à 78 000 le nombre de tracteurs avant la période spéciale). Elle reposait sur d'énormes efforts d'artificialisation du milieu, notamment au travers de l'irrigation. Dans un contexte de division internationale du travail au sein des pays du COMECON, Cuba s'était spécialisé dans la culture du sucre. Il importait donc une partie importante de l'alimentation humaine, ainsi que l'alimentation concentrée de son bétail. Son énorme consommation énergétique dépendait des livraisons de pétrole brut russe. Ses activités économiques dépendaient largement de l'importation de pièces détachées issues des industries des biens de production localisées dans les pays soviétiques. L'effondrement du bloc socialiste a donc eu des conséquences terribles sur la production alimentaire cubaine.

L'effondrement économique du bloc soviétique a donc obligé à repenser le modèle agricole. Dans un premier temps, cela s'est traduit par la recherche de l'autonomie maximale, les intrants n'étant plus disponibles. Le secteur paysan, notamment les Coopératives de Crédit et Services (où propriété de la terre et des moyens de production restent privés), qui avait été en grande partie marginalisé dans le processus de modernisation et d'intensification, se trouvent être les plus à même de développer leur production dans ce nouveau contexte ([1]). Dans un second temps, des mesures d'accompagnement ont été mises en place :

- décentralisation des formes de production : 50 % des fermes d'État sont transformées en coopératives (qui ont l'usufruit gratuit de la terre, et la propriété des autres moyens de production), et sont elles mêmes sous divisées en lot plus petits (« fincas » ou « vaquerias ») placés sous la responsabilités de quelques coopérateurs ;
- octroi de terres en usufruits à des particuliers (parceleros);

Elles se traduisent par une complexification des formes de tenure (Tableau n°1)

Formes de propriété

	Fermes d'Etat	Unités de Base de Production Coopérative (UBPC)	Parceleros	Coopérative de Production Agricole (CPA)	Coopératives de Crédit et de Services (CCS)	Producteurs Indépendants
SOL	Etat	Etat Usufruit gratuit	Etat Usufruit gratuit	Collective : Coopérateurs	Individuelle : coopérateurs	Individuelle : producteurs
MOYENS DE PRODUCTION	Etat	Collective : Coopérateurs	Individuelle : Producteurs	Collective : coopérateurs	Collective : coopérateurs	Individuelle : producteurs

: Etatique, : Coopératif ; : Individuel

[1] Ainsi en 2001, le secteur paysan, avec 20 % des terres, et peu d'intrants, parvient à produire 60 % de la production alimentaire du pays (Source : ANAP)

Au-delà de ces caractéristiques liées à la tenure foncière, on peut aussi citer :

- la création d'un système décentralisé de lutte biologique (CREE) ;
- développement de la traction animale, pour remplacer les tracteurs (immobilisés par manque de pièces détachées ou de carburant) ;
- développement de races rustiques de bovins, moins exigeant en compléments alimentaires.

ii. L'évolution du contexte d'insertion économique de l'agriculture dans l'économie : de la « libreta » à l'émergence de marchés (paysans, topados …) et de contrats de vente (touristiques, Etat …)

Le second axe des réformes de la période spéciale porte sur les mécanismes de commercialisation. Le système de commercialisation repose toujours sur le système de « Carnet de rationnement », approvisionné par les services de l'État ("Acopio »). Si ce dernier a perdu son monopole antérieur, la fourniture d'intrants reste liée à la proportion de produits livrés à « Acopio ». Les producteurs peuvent cependant arbitrer entre de nouvelles formes de commercialisation, :

- la restauration sous des formes renouvelées des marchés paysans (déjà expérimentés au début des années 1980) permettent la vente en pesos cubains. Leur accès est conditionné à un accord des autorités politiques locales ;
- le développement de marchés « topados » dont les prix sont intermédiaires entre ceux payés pour le livret de rationnement et ceux existant dans les marchés paysans.
- le développement touristique avec un marché de produits agricoles en devise (dollar jusqu'en 2005, peso convertible depuis), sous la tutelle d'entreprises d'État. Une partie de ces devises revient au producteur.

Cette différenciation progressive des formes de commercialisation s'est accompagnée du développement de formes de rémunération liée à la productivité et au résultat économique. Ces différentes méthodes d'intéressement (en pesos cubains ou en dollars) aboutissent à de très fortes variations des niveaux de rémunération (largement dépendantes de la dotation en facteurs de production des unités de production de base).

iii. La difficulté de la double circulation monétaire : la quadrature du cercle de l'investissement

La dépénalisation de la possession du dollar, l'ouverture de maisons de change officielles, et le développement de boutiques en dollars ouvertes aux cubains a évité le risque de l'effet King (auto limitation de la production, faute de disponibilité de biens de consommation). Il est donc logique de constater la présence de nombreuses « TDR (Tiendas de Recuperación de Divisas) ». Ce système a pleinement rempli son rôle([2]), car, la taxation de ces achats permet de maintenir un minimum de financement des investissements dans les secteurs sociaux (éducation, santé).

Il provoque cependant des distorsions ingérables pour les investissements productifs : les biens de production en devises (à l'exception de quelques pièces détachées ou outillage manuel des plus simples) ne sont pas accessibles aux producteurs. Les investissements se font presque exclusivement en pesos nationaux (donc avec un niveau de subvention par l'État élevé). La priorité étant maintenue aux services sociaux, les possibilités de rénovation des biens de production (systèmes d'irrigation, tracteurs, machines …) ou d'achat d'intrants importés (combustibles, fertilisants, pesticides …) sont rares et réparties en fonction de la

[2] On estime à 800 millions de dollars annuels le montant des transferts issus de la diaspora cubaine (source CEPAL, 2001)

fourniture de la production au service de rationnement. Les gains de productivité du travail sont donc rendus pratiquement impossibles, et la production agricole se développe de manière totalement extensive, à l'exception de l'agriculture urbaine. Cette dernière bénéficie de fait de l'accès à de petits systèmes d'irrigation, et à des intrants sur lesquels ne peuvent compter les agriculteurs « ruraux ».

La récente décision de remplacer le dollar par le peso cubain convertible marque la possibilité de revenir à terme à une monnaie unique. Cependant, à court terme, seul le niveau de ponction de l'État (par la taxe supplémentaire de change de 10 %) a été modifié. L'accès à des biens de production reste toujours aussi difficile.

Ces différents éléments (décentralisation, intéressement, double circulation monétaire) ont rendu plus complexe le fonctionnement de l'agriculture cubaine. Le nombre de producteurs a augmenté. Leur niveau de formation nécessite des compléments. Tous ces éléments expliquent la prise de conscience de la nécessité de création d'un système de vulgarisation clairement institutionnalisé.

2. Les différentes formes de vulgarisation :

a. Quelques exemples de formes de vulgarisation à Cuba

Historiquement, les premières formes de vulgarisation qui s'institutionalisent progressivement au cours des années 1990 sont issues des départements de transfert de technologie des centres de recherche. A émergé aussi une dynamique autour de l'ANAP, qui a pour objectif de revaloriser les savoirs paysans, particulièrement utile dans l'adaptation de l'agriculture cubaine à ses nouvelles conditions de production de la « période spéciale ». Enfin, sont nées des initiatives plus systémiques, tant au niveau de l'approche des unités de production que de leur insertion dans leur environnement local ou sectoriel. On présentera dans les sections suivantes trois types d'exemples:

i. *Approche par le transfert de technologie*

La plupart des formes de vulgarisation issues des centres de recherche ont gardé une approche pilotée par l'offre technologique. Certains d'entre eux sont restés sur des approches très filières (le système de vulgarisation du riz « Arroz popular » (voir encadré), Agrored pour l'élevage, le système de vulgarisation des instituts du tabac, des Agrumes…), d'autres ont développés des approches plus systémiques (« l'Agriculture urbaine » travaille avec 27 sous-programmes sectoriels, l'institut du café a en fait élargi ses compétences à l'agriculture de montagne, ou « Les Brigades du 40 ° anniversaire de Science cubaine » qui ont eu une approche holistique de l'unité de production).

Ces formes de vulgarisation sont une source précieuse d'innovation pour la production. La difficulté majeure concerne cependant l'utilisation du système de transfert de technologie comme un vecteur de rétro-alimentation des programmes de recherche de leur institut. En effet, il est important que les « offres » technologiques répondent bien aux attentes (pénibilité du travail, qualités organoleptiques) et aux contraintes (faible disponibilité d'intrants, de main d'ouvre, mécanisation limitée …) des unités de production et des consommateurs.

Encadré N°1 : ARROZ POPULAR (Pineau, 2002):

Le système de vulgarisation « Arroz popular » a été développé par l'Institut du Riz. Il est simple : fourniture de variétés améliorées, conseils techniques, et parfois quelques intrants supplémentaires. Il s'occupe aussi de l'organisation de la commercialisation. Il compte aussi sur les producteurs pour une diffusion par tâches d'huile des variétés proposées.

Problèmes traités

L'approche concerne le système de culture. L'intégration récente des questions de commercialisation tend à ouvrir le champ à une approche un peu plus filière : mais il est clair que ce système, géré par un Centre de recherche et le Ministère de l'Agriculture a comme objectif le contrôle des prix, afin que les acheteurs (généralement urbains) puissent l'intégrer dans leur alimentation de base.

Participation

Le système souhaite un grand niveau de participation de la part des producteurs. Mais les thèmes abordés, l'approche par l'offre technologique laissent cependant peu d'espace aux producteurs. La focalisation sur la question génétique (certes avec des variétés plus robustes et économes qu'à l'apogée de la révolution verte cubaine) n'est pas non plus propice à leur implication.

Outils

Le système mobilise essentiellement des outils de formation (pour les vulgarisateurs) et de démonstration (pour les producteurs) : séminaires, expositions, fascicules, émissions de radio, articles de presse. Récemment, a été testé la diffusion participative de variétés à partir de champs de démonstration dans des parcelles de producteurs. Enfin, des actions spécifiques concernent les responsables municipaux

ii. *Approche par la diffusion de savoirs paysans*

Inspiré de la dynamique développée en Amérique centrale et andine, le MACAC (Movimiento Agrocecologico Campesino a Campesino) a été adapté au contexte cubain. Il est mis en oeuvre par l'ANAP, organisation assumant à la fois un rôle politique de représentation du secteur paysan, et un rôle d'encadrement productif des producteurs individuels (« cooperativistas » associés pour quelques fonctions (CCS) ou dans un système de propriété collective totale (CPA) ou « parceleros »). Initialement conçu pour valoriser les connaissances du secteur paysan, le mieux adapté aux conditions de la période spéciale, il s'appuie sur les capacités de communication et de conviction des propres producteurs. Son souhait de développer une agriculture biologique l'amène cependant à assumer progressivement un rôle de diffusion de technologies « écologiques ». Il n'en reste pas moins que la capacité de mobilisation de l'ANAP en fait un réel outil d'échanges d'informations, de comparaison de pratiques qui a toute sa place dans le contexte cubain.

Encadré N°2 : Campesino a campesino (Perera, 2002):

Le système « Campesino a campesino » est mis en oeuvre par l'ANAP. Il vise à identifier et diffuser les meilleures pratiques paysannes, faciliter la transmission de connaissance entres producteurs, promouvoir une vision systémique du développement durable et diffuser les principes de base de l'agriculture biologique.

Problèmes traités

L'approche concerne idéalement le système d'exploitation. Un diagnostic initial au niveau d'une communauté villageoise sert de base à l'analyse des besoins, en terme d'augmentation des revenus des producteurs, de préservation des ressources naturelles et de développement social des communautés. De plus en plus, le système vise à la diffusion de pratiques d'agriculture biologique au sein des membres de l'ANAP.

Participation

Le système mobilise des producteurs, qui sont facilitateurs (2500 en 2002) ou promoteurs (5000 à cette même date). Les assemblées des coopératives (CCS ou CPA), les formations ad hoc organisées par l'ANAP sont des enceintes possibles de débat.

Outils

Le système mobilise d'importants moyens (grâce notamment à des dons d'ONG étrangères) qui lui permettent de financer des investissements dans l'agriculture biologique, d'organiser un système d'échanges d'information (au niveau local, mais aussi provincial ou national) et de mettre en place, au travers de l'école de formation de l'ANAP, de nombreuses activités de formation continue des producteurs les plus impliqués dans la dynamique.

iii. *Approche systémique par la demande*

Le troisième type d'approche de vulgarisation assume un basculement des mécanismes de fonctionnement : l'organisation se fait autour de l'analyse participative de la demande des producteurs, et non plus de l'offre technologique des centres de recherche. Elle privilégie une analyse systémique des unités de production, la hiérarchisation des actions par les collectifs de coopérateurs / ou les producteurs, et la facilitation par les vulgarisateurs du processus de résolution de problème, en prenant soin de laisser aux producteurs un rôle moteur. On peut citer dans cette orientation les initiatives de La Liliana Dimitrovna Caballero, 2000), qui s'insèrent dans des visions de développement local, ou l'expérience du PASEA, projet d'appui au SEA, clôturé en 2003, mais dont les équipes continuent à développer un travail méthodologique.

Encadré n° 3 : PASEA (Pineau, 2002)

Le PASEA a été mis en oeuvre par le MINAG, dans le cadre d'un projet de collaboration franco-cubain, mis en œuvre par le Cirad. Il a pris fin en 2003. Ce projet a défini une méthodologie où les producteurs jouent un rôle moteur, basé sur (i) un diagnostic participatif au sein des unités de production agricoles, une hiérarchisation des problèmes, et la définition d'un plan d'action mobilisant tous les acteurs concernés, dans ou hors de l'unité de production ; (ii) au niveau local, le traitement de problèmes productifs communs à plusieurs unités de production, afin de faciliter les échanges d'information entre producteurs ; (iii) au niveau territorial, le traitement de questions plus larges de développement rural qui dépasse une approche productive sectorielle (transports, services sociaux) (NB : cette troisième dimension n'a pas été testée) .

Problèmes traités

Privilégiant une analyse systémique de l'unité de production, les problèmes identifiés relèvent de la production, de l'organisation ou des relations économiques de l'unité de production avec l'amont et l'aval. La mise en oeuvre de solutions aux problèmes identifiés impose le recours à des personnes ressources spécialisées.

Participation

Elle est élevée, et vise les différents membres des collectifs de producteurs. Elle est considérée comme un processus itératif avec une évolution du rôle du vulgarisateur dans le temps, alternant des phases de formation avec des phases de simple facilitation.

Outils

Les outils mobilisés relèvent de la production d'information (enquêtes, entretiens) ou de la formation (expérimentation paysanne, démonstration, visites …). Les dynamiques collectives autour de la résolution de problèmes identifiés par les producteurs sont privilégiées, avec le souci de favoriser les économies d'échelles.

Ces quelques exemples, qui pourraient être multipliés, donnent une idée de la diversité existante des formes de vulgarisation à Cuba. Cette dernière ne deviendra cependant richesse que si se développe une complémentarité entre elles. C'est l'objet du SEA.

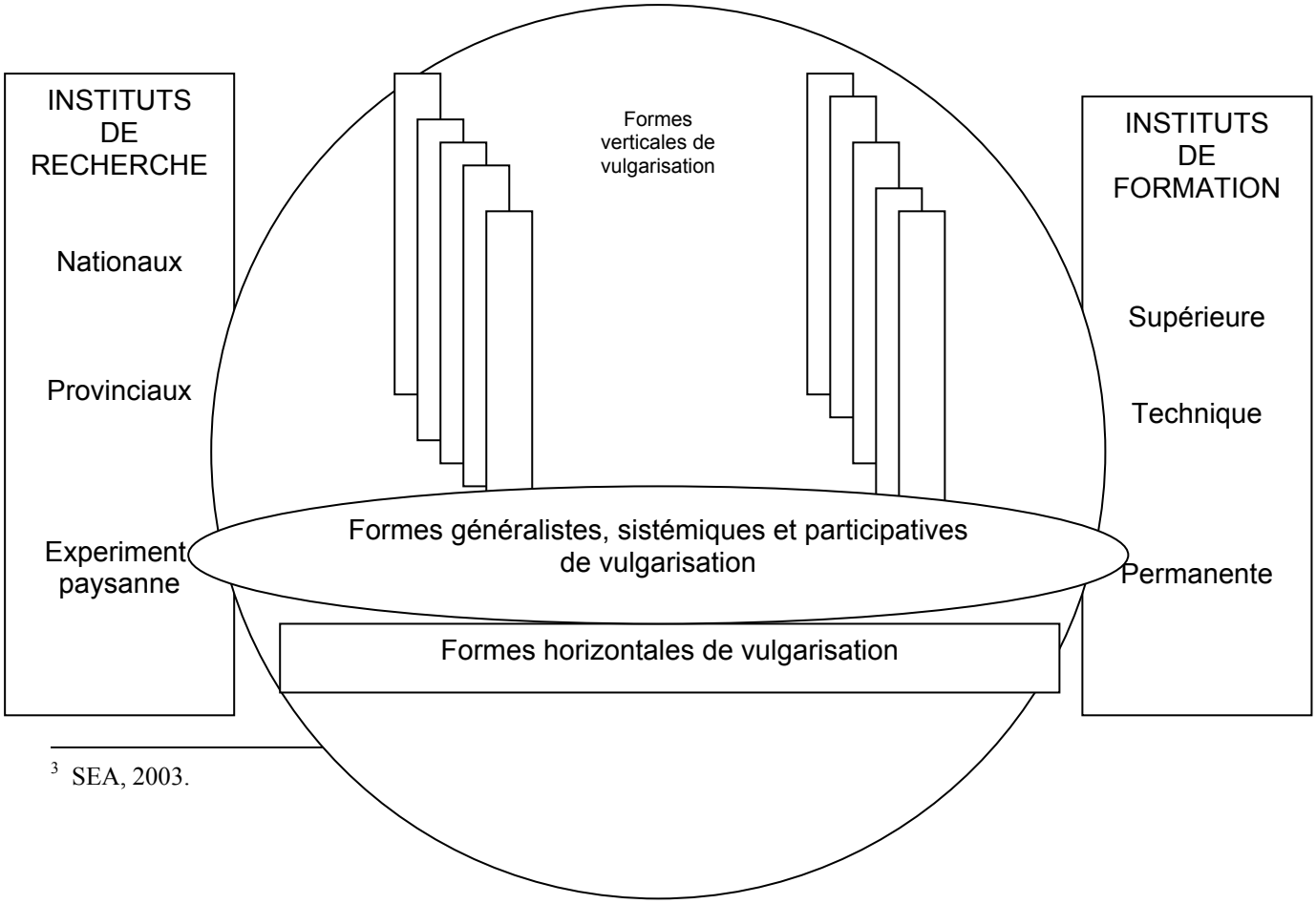
b. Le système de vulgarisation agricole cubain

Devant cette situation, le Ministère de l'Agriculture (MINAG) a décidé en 2000 la création du SEA. Ce dernier a pour objectif de porter assistance aux producteurs plus nombreux et de diminuer les importations de produits alimentaires sur la base d'un modèle agricole plus durable. Afin d'atteindre ces objectifs, le SEA ([3]) considère indispensable de :

- considérer la production agricole comme un système, inséré dans un environnement politique et économique dont les évolutions orientent les décisions stratégiques des producteurs. La production agricole n'est en effet pas un simple processus linéaire caractérisé par la transformation biologique d'intrants en produits alimentaires;
- intégrer les savoirs paysans, à cause de leur importance, dans le processus productif comme dans la dynamique pédagogique du processus de vulgarisation;
- aborder les aspects techniques, économiques et organisationnels de la production agricole;
- appuyer les dynamiques de groupes pour que les producteurs gagnent en autonomie et facilitent la réduction des coûts de la vulgarisation.

La construction de ce système de vulgarisation implique la valorisation de toutes les expériences de vulgarisation, présentes et passées. En conséquence, le SEA se définit comme un dispositif diversifié d'appui aux producteurs (voir Graphique n°3), qui mobilise les savoirs scientifiques des centres de recherches, les savoirs paysans, le potentiel de formation des centres d'enseignement (initiale ou permanente) pour apporter des solutions aux problèmes concrets des producteurs, dans une vision de développement durable

Graphique n°3 : Organisation du SEA



[3] SEA, 2003.

Il en découle que la mission du SEA est de contribuer à la compétitivité des filières agricoles, à l'élévation du revenu des producteurs, à la satisfaction des besoins alimentaires quantitatifs et qualitatifs des consommateurs grâce à l'implication des producteurs dans les mécanismes de développement économique et social du monde rural. Il s'appuie sur toutes les initiatives existantes, issues des centres de recherche, de mouvements paysans, d'ONG ou de projets de coopération.

La synergie entre les différentes formes de vulgarisation peut passer notamment :

- par l'utilisation des diagnostics réalisés par les formes systémiques de vulgarisation par les formes de vulgarisation spécialisés par filières. Cela faciliterait à la fois (i) l'adaptation des propositions de solutions techniques aux contraintes spécifiques existantes au niveau de chaque unité de production (ii) le développement de dynamiques de groupes facilitant l'adoption de nouvelles solutions techniques adaptées et (iii) la connaissance des besoins et contraintes des unités de production pour la rétro-alimentation des programmes de recherche des instituts agronomiques.
- par la mobilisation des ressources humaines pointues existantes dans les formes spécialisées de vulgarisation par les formes généralistes de vulgarisation, afin d'améliorer la qualité des diagnostics réalisés, et la résolution des problèmes identifiés.
- par l'utilisation concomitante des mécanismes d'échanges d'information entre producteurs développés par le MACAC, qu'ils soient issus du secteur privé ou des UBPC.
- par le renforcement des capacités d'autodiagnostic des collectifs de producteurs.
- par l'intégration des autres acteurs, notamment de la formation, dans le dispositif.

3. Les enjeux des évolutions en cours

Le développement progressif du SEA, sur la base des expériences existantes, permet de voir se cristalliser un nouveau compromis institutionnalisé basé sur de nouveaux concepts de vulgarisation : une approche systémique des unités de production, le rôle moteur des producteurs, l'articulation de nombreuses compétences et dynamiques ayant leur propre autonomie fonctionnelle. Cette démarche se traduit par la volonté d'accompagner les changements de la production agricole, dans le sens d'un développement durable. Trois enjeux principaux sont à souligner :

a. Gérer la transition institutionnelle d'une vulgarisation pilotée par l'offre scientifico-technique à une vulgarisation pilotée par la demande

Le basculement méthodologique en cours dans la vulgarisation cubaine (de l'offre technologique à la réponse aux demandes des producteurs) implique le renforcement continue des capacités à :

- analyser avec les producteurs les contenus et modalités d'appui dont ils peuvent avoir besoin. Les outils méthodologiques doivent être en permanente amélioration afin de trouver le juste équilibre entre la spécificité de chaque demande et la nécessité d'y répondre par des mécanismes d'action collective;
- développer les synergies entre des formes différentes de vulgarisation. La conviction qu'il existe une grande diversité de situations et de problèmes milite pour le fait de développer des approches de vulgarisation multiples et complémentaires. La question de la coordination de ces différentes formes est donc importante. La création du SEA est une première réponse qui devra cependant s'affiner au cours du temps.

- s'appuyer sur toutes les institutions existantes en milieu rural pour organiser des réponses globales aux attentes des ruraux. La vulgarisation, seule, ne peut résoudre tous les problèmes. Elle doit s'appuyer sur d'autres institutions, du secteur agricole (recherche, formation, crédit …) ou non (collectivités territoriales, autres ministères …) , afin d'être capable d'apporter des réponses. Les mécanismes institutionnels doivent être capables d'y répondre.

b. Développer une approche systémique de la vulgarisation, capable de s'adapter aux différentes contraintes de la production agricole au sein de la société cubaine : production, mais aussi commercialisation, investissement, développement rural …

Cette approche systémique de la production agricole doit permettre :

- de s'adapter aux évolutions de l'environnement productif. La vulgarisation ne peut être le vecteur d'une solution unique et universelle du changement. En effet, l'introduction de changements techniques, organisationnels ou économiques au sein d'une unité de production provoque des effets retour qui nécessitent de nouveaux ajustements. La vulgarisation doit donc plutôt aider à la résolution de problèmes qu'apporter des solutions clés en main.
- d'aborder les composantes techniques économiques et organisationnelles des dynamiques de changement. En effet, les gains de production passent généralement par des améliorations des systèmes techniques, ces dernières impliquent une préparation des ressources humaines, une évolution de l'organisation de l'unité de production, ou des changements des modes d'insertion économique;
- de répondre aux nombreuses formes de production cubaines. Les différences de fonctionnement entre les différentes types de coopératives, entre les formes coopératives et les producteurs individuels, voire les fermes d'État, implique qu'aucune forme spécifique de vulgarisation ne doit être privilégiée
- de mobiliser les outils de vulgarisation adaptés à chaque situation. Des centaines d'outils différents peuvent être utilisés (de diagnostic, de communication, de formation, d'expérimentation). Il est cependant fondamental que chaque utilisateur sache choisir l'outil adapté au contexte et aux objectifs, au service d'une vision stratégique.

c. La place des producteurs au cœur du débat.

Le déterminant fondamental de la réussite de l'évolution conceptuelle de la vulgarisation à Cuba est bien l'implication des producteurs dans le processus. En effet, une vulgarisation basée sur la demande des producteurs implique :

- que la réponse aux attentes des producteurs prennent en compte leurs projets de développement. Les changements des pratiques des producteurs ne peuvent être décidés par décret. Ils doivent répondre à l'intérêt général de la société, et aux attentes individuelles des différents acteurs du monde rural.
- que les outils pédagogiques permettent la valorisation des expériences des producteurs. La condition à long terme de l'adoption de nouvelles pratiques repose sur le degré d'appropriation de la dynamique par les différents acteurs.

CONCLUSION

L'analyse développée permet de souligner :

- l'importance des changements du modèle agricole cubain, lié à l'effondrement du bloc soviétique. Le choc externe de cette période a obligé une profonde recomposition des équilibres agricoles : après une période de pénurie maintenant dépassée, Cuba intègre valorise les effets positifs en terme de gestion durable des ressources naturelles des adaptations brutales qui ont dû être menées à bien lors des premières années de la période spéciale. L'extensification des productions, la diversification des cultures, le recours à la lutte biologique intégrée sont autant d'avancées allant dans le sens du développement durable ;
- une part de ces évolutions a reposé sur l'évolution notable des formes de vulgarisation, qui ont adaptent progressivement leurs contenus et leurs méthodes à ces nouvelles donnes de l'environnement économique et institutionnel.
- cela s'est traduit par une grande capacité d'innovation institutionnelle de la société cubaine pour gérer ces changements : évolution des formes de production, de tenures, de commercialisation, de consommation.

Des défis restent cependant à relever, concernant :

- l'évolution de la productivité du travail dans un contexte particulièrement contraint par les difficultés d'investissements. L'extensification des systèmes de production se produit généralement dans un contexte de diminution de la population agricole. Elle est rendu possible par la mécanisation ou des changements techniques (pesticides …) permettant des gains de productivité du travail. A Cuba, les contraintes de la période spéciale obligent à gérer cette extensification avec des moyens limités : les gains de productivité du travail reposent alors essentiellement sur les innovations en terme d'organisation ;

- l'adaptation des mécanismes de régulation de la production :
    - l'articulation entre le système de rationnement, qui assure une alimentation de base, et les marchés paysans, qui permettent une meilleure valorisation du travail des producteurs ;
    - les mécanismes de financement des investissements ;

- l'insertion des dynamiques de vulgarisation dans celles de développement local, afin de traiter à la fois les problèmes productifs et ceux de l'aménagement du territoire, condition essentielle à la stabilisation des producteurs dans leurs coopératives.

Bibliographie

CEPAL (2000). La economia cubana : reformas estructurales y desempeno en los noventa. Mexico, CEPAL.

Deere, C. D. e. a. (1995). "Household incomes in cuban agriculture : a comparison of State, cooperative and peasant sector." Development and change 26(2): 209-234.

Douzant-Rosenfeld, D. (1995). "Cuba dans les années 1990 : défis et prespectives." L'ordinaire latino américain 157-158: 117.

Freire, Paolo. 1969. Extensión o communicación. Santiago de Chile.

Marzin, Jacques Lopez Betancourt, Teodoro et Greco Cid. 2003. Tendencias actuales en transferencia de tecnología y extensionismo : lecciones para la situación en Cuba Forum especial de Transferencia de technologia. MINAG. 10 pp.

Marzin, Jacques et Mavis Alvarez. 2006. L'agriculture familiale à Cuba : de la marginalité à la modernité. Cahiers de l'agriculture. A paraître.

Perera, Anton. 2002. Evaluación de la metodología de « Campesino a Campesino » urtilizada para la promoción de la agricultura ecológica. Tesis presentada en opción al título académico de Master en agroecología y agricultura sostenible. Universidad Agraria de la Habana. Cuba

Pineau, D. (2004). Sintesis de la caracterizacion y analisis de algunas formas de extension en la provincia de La Habana. Cuba. Montpellier, Cirad-Minag, ENSA Rennes.

SEA, 2003. Propuesta de organización del SEA. Mimeo. 7 pp.

Valdés Paz, J. (1997). Processos agrarios en Cuba. La Habana, Editoral de Ciencias sociales. 201 pp + annexes

Abréviations

ANAP : Association Nationale des Petits Producteurs
CCS : Crédit de Crédit et Services
CPA : Coopérative de Production Agricole
MACAC : Mouvement Agroécologique de Paysan à Paysan
MINAG : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
ONG : Organisation Non Gouvernementale
SEA : Système de Vulgarisation Agricole
UBPC : Unité de Base de Production Coopérative